

*Date de dépôt : 1<sup>er</sup> mars 2016*

## **Rapport**

**de la Commission des affaires communales, régionales et internationales chargée d'étudier le projet de loi du Conseil d'Etat modifiant la loi concernant la constitution d'une Fondation de la commune de Bardonnex pour le logement (PA 560.00)**

### **Rapport de M. Jean-François Girardet**

Mesdames et  
Messieurs les députés,

La Commission des affaires communales, régionales et internationales (CACRI) s'est réunie le mardi 9 février 2016 sous la présidence de M. Raymond Wicky en présence de Madame Irène Renfer, secrétaire scientifique et de Monsieur Guillaume Zuber, directeur du service de la surveillance des communes.

Le procès-verbal a été rédigé par Monsieur Sylvain Maechler.

M. Zuber indique que ce PL se situe dans le cadre d'une modification à l'origine fondée sur la durée de la législature, mais pendant laquelle le conseil de fondation a voulu toiletter les différentes dispositions. Il précise que la modification concerne la durée du mandat, la liste des décisions qui doivent être approuvées par le conseil municipal ainsi que la possibilité pour des décisions d'être prises exceptionnellement par messagerie électronique. Il indique qu'en ce qui concerne les désignations des membres (article 8 du conseil), le membre de l'exécutif fait partie de droit et préside la fondation (2 membres désignés au début de chaque législature par l'exécutif, un membre par groupe représenté au conseil municipal, et un à trois membres désignés par le conseil de fondation en fonction de leurs compétences en la matière).

La parole n'étant plus demandée, le président procède au vote d'entrée en matière :

Pour :	<b>15</b> (3 MCG, 2 UDC, 4 PLR 1 PDC, 1 Ve, 3 S, 1 EAG)
Contre :	<b>0</b>
Abstentions :	<b>0</b>

*L'entrée en matière du PL est acceptée à l'unanimité.*

Un commissaire (MCG) signale l'article 8 du statut concernant la répartition entre les différents membres du conseil municipal qui semble tenir compte des partis et des groupes représentés, et indique que cela pourrait être un exemple de statut car il y a un effort fait pour que chaque groupe soit représenté au sein du conseil de fondation.

*Titre et préambule : pas d'opposition adoptés*

*Art. 1 : pas d'opposition adopté*

*Art. 2, al. 2 (nouveau) : pas d'opposition adopté*

*Art. 2 : pas d'opposition adopté*

Le président met aux voix le PL dans son ensemble.

Pour :	<b>15</b> (3 MCG, 2 UDC, 4 PLR 1 PDC, 1 Ve, 3 S, 1 EAG)
Contre :	<b>0</b>
Abstentions :	<b>0</b>

Ainsi pour conclure, Mesdames et Messieurs les députés, les membres de la CACRI votent d'une seule voix le PL11801 modifiant la loi concernant la constitution d'une Fondation de la commune de Bardonnex pour le logement.

## **Projet de loi (11801)**

### **modifiant la loi concernant la constitution d'une Fondation de la commune de Bardonnex pour le logement (PA 560.00)**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,  
vu l'article 2 de la loi sur les fondations de droit public, du 15 novembre 1958;  
vu la loi concernant la constitution d'une Fondation de la commune de Bardonnex pour le logement, du 12 novembre 1987;  
vu la délibération du Conseil municipal de la commune de Bardonnex du 8 septembre 2015, approuvée par le département présidentiel le 28 octobre 2015,  
décrète ce qui suit :

#### **Art. 1 Modifications**

La loi concernant la constitution d'une Fondation de la commune de Bardonnex pour le logement, du 12 novembre 1987, est modifiée comme suit :

#### **Art. 2, al. 2 (nouveau)**

Les nouveaux statuts de la Fondation de la commune de Bardonnex pour le logement, tels qu'ils sont issus de la séance du Conseil municipal de la commune de Bardonnex, en date du 8 septembre 2015 et joints en annexe à la présente loi, sont approuvés.

#### **Art. 2 Entrée en vigueur**

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.

# Statuts de la Fondation de la commune de Bardonnex pour le logement

**PA 560.01**

## **Titre I                    Dispositions générales**

### **Art. 1            Constitution et dénomination**

<sup>1</sup> Il est constitué, sous la dénomination de « Fondation de la commune de Bardonnex pour le logement » (ci-après : la fondation), une fondation d'intérêt communal public, au sens de l'article 30, lettre t, de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984, régie par les présents statuts, et pour ce que ces derniers ne prévoiraient pas, par les dispositions du chapitre III du livre premier, titre deuxième du code civil suisse.

<sup>2</sup> Cette fondation est inscrite au registre du commerce et placée sous la surveillance du Conseil municipal de la commune de Bardonnex.

### **Art. 2            But**

<sup>1</sup> La fondation a pour but de mettre, le cas échéant d'aider à mettre, en priorité, à disposition de la population de Bardonnex des logements à loyers correspondant aux besoins prépondérants de la population notamment au bénéfice de la législation cantonale et fédérale en matière de logements à but social, ainsi que des locaux professionnels, commerciaux, artisanaux et d'intérêt général sur le territoire communal. Elle participe, selon ses moyens, à la lutte contre la spéculation immobilière, la pénurie de logements et elle opère selon les critères du développement durable.

<sup>2</sup> A cet effet, la fondation peut, en propre ou en participation avec des collectivités ou personnes de droit public ou privé, effectuer toutes opérations en rapport avec le but de la fondation, notamment :

- a) acquérir ou se faire céder à titre gratuit tous immeubles ou parties d'immeubles;
- b) concéder ou se faire concéder tous droits de superficie;
- c) acquérir toutes actions de sociétés immobilières ou parts sociales de sociétés coopératives, constituer ou dissoudre de telles sociétés;
- d) construire ou faire construire tous immeubles, exécuter ou faire exécuter tous travaux d'équipement;
- e) transformer tous immeubles;
- f) effectuer toutes études;

- g) contracter tous emprunts;
- h) vendre ou céder en gage tous immeubles construits ou non, toutes actions de sociétés immobilières ou parts sociales de sociétés coopératives;
- i) gérer ou faire gérer tous immeubles pour elle-même ou pour le compte de tiers, ou faire exploiter tous immeubles.

<sup>3</sup> A titre exceptionnel, la fondation peut accorder tous prêts consolidés de nature à favoriser la réalisation du but social.

### **Art. 3 Biens affectés au but spécial de la fondation**

La fondation n'a pas de capital déterminé. Les biens affectés à son but sont constitués par :

- a) les terrains et bâtiments cédés par la commune de Bardonnex ou toute autre collectivité publique;
- b) les subventions de la commune de Bardonnex, de l'Etat de Genève ou de la Confédération;
- c) les subsides, dons ou legs;
- d) le bénéfice net.

### **Art. 4 Siège**

Le siège de la fondation est à Bardonnex.

### **Art. 5 Durée**

La durée de la fondation est indéterminée.

### **Art. 6 Exercice annuel**

L'exercice annuel coïncide avec l'année civile.

## **Titre II Organisation**

### **Art. 7 Organisation de la fondation**

Les organes de la fondation sont :

- a) le conseil de fondation;
- b) le comité de direction;
- c) l'organe de révision.

## **Art. 8 Conseil de la fondation**

La fondation est administrée par un conseil de 7 à 9 membres composé comme suit :

- a) 1 membre de l'exécutif communal qui en fait partie de droit et qui préside la fondation;
- b) 2 membres désignés au début de chaque législature par l'exécutif;
- c) 1 membre par groupe représenté au Conseil municipal, élu par ce dernier, pas obligatoirement choisi en son sein, mais qui doit être électeur sur la commune de Bardonnex;
- d) de 1 à 3 membres désignés par cooptation par le conseil de fondation, choisis dans la mesure du possible parmi des personnes ayant une expérience en matière économique, juridique, financière ou technique.

## **Art. 9 Durée des fonctions des membres du conseil de fondation**

<sup>1</sup> Les membres du conseil de fondation sont élus en principe pour une période identique à la législature communale qui débute le 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant le début de chaque législature des autorités communales.

<sup>2</sup> Ils sont réputés démissionnaires pour le 31 décembre de l'année marquant la fin d'une législature.

<sup>3</sup> Ils sont rééligibles pour 2 mandats au maximum à l'exception du président qui n'est pas soumis à la limite de mandat.

<sup>4</sup> Au cas où le mandat d'un membre prend fin avant le terme fixé, son remplaçant est élu par l'autorité qui a désigné le membre sortant dans les 3 mois suivant la vacance.

## **Art. 10 Démission et révocation**

<sup>1</sup> Tout membre du conseil de fondation peut démissionner en tout temps.

<sup>2</sup> De même, tout membre du conseil de fondation peut être révoqué en tout temps par l'autorité qui l'a élu, pour de justes motifs. Est notamment considéré comme tel le fait que, pendant la durée de sa fonction, le membre s'est rendu coupable d'un acte grave, a manqué à ses devoirs, est devenu incapable d'assurer sa fonction ou ne participe pas régulièrement aux séances du conseil de fondation.

<sup>3</sup> Lorsqu'un membre du conseil de fondation, élu par le Conseil municipal, quitte son groupe et siège comme indépendant au Conseil municipal, il est considéré comme démissionnaire du conseil de fondation.

**Art. 11 Rémunération**

Les membres du conseil de fondation sont rémunérés par des jetons de présence.

**Art. 12 Compétences et attributions du conseil de fondation**

<sup>1</sup> Le conseil de fondation est l'organe suprême de la fondation. A ce titre, il a les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement des buts de la fondation, sous réserve des décisions soumises à l'approbation préalable du Conseil municipal ou de l'exécutif de Bardonnex.

<sup>2</sup> Il représente la fondation à l'égard des tiers.

**Art. 13 Surveillance du Conseil municipal**

<sup>1</sup> Le Conseil municipal de Bardonnex a la haute surveillance sur la fondation.

<sup>2</sup> Le bilan, les comptes de pertes et profits, le rapport de gestion et le rapport de l'organe de contrôle sont soumis chaque année à l'approbation du Conseil municipal de Bardonnex avant le 31 mai suivant la fin de l'exercice, avec un préavis de l'exécutif communal.

<sup>3</sup> Le Conseil municipal peut, en tout temps, prendre une décision exigeant la production des procès-verbaux des réunions du conseil de fondation.

**Art. 14 Approbation du Conseil municipal**

Sont soumises à l'approbation du Conseil municipal, sous peine de nullité, toutes les décisions du conseil de fondation concernant :

- a) l'acquisition ou l'aliénation de biens immobiliers et actions des sociétés immobilières, l'octroi ou la cession de tous droits ou servitudes de superficie;
- b) la constitution de gages immobiliers sur les biens de la fondation ou de sociétés immobilières appartenant, en totalité ou en partie, à la fondation;
- c) le nantissement de titres appartenant à la fondation;
- d) les cautionnements de la fondation;
- e) la constitution de tout emprunt;
- f) les règlements de la fondation;
- g) la modification des statuts;
- h) la dissolution de la fondation.

**Art. 15 Comité de direction**

<sup>1</sup> Le conseil de fondation désigne parmi ses membres un vice-président et un secrétaire qui forment, avec le président, le comité de direction.

<sup>2</sup> Le vice-président est choisi parmi les membres élus par le Conseil municipal.

<sup>3</sup> Le conseil de fondation peut désigner un secrétaire administratif, avec voix consultative seulement, pris en dehors de son sein.

#### **Art. 16 Représentation**

La fondation est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature collective à deux du président et du vice-président ou de l'un d'eux avec celle d'un autre membre du conseil.

#### **Art. 17 Délégation de compétence**

<sup>1</sup> Le conseil de fondation peut déléguer une partie de ses attributions à une ou plusieurs personnes ou commission choisies en son sein ou en dehors de ses membres.

<sup>2</sup> Il peut notamment désigner un comité de direction, chargé de l'expédition des affaires courantes. Il peut confier la gestion des immeubles à un ou des tiers.

#### **Art. 18 Règlement**

Le conseil de fondation peut compléter les présents statuts par un règlement, notamment pour déterminer sa rémunération, la procédure de prise de décisions, l'étendue des attributions déléguées et les tâches du comité de direction.

#### **Art. 19 Séances du conseil de fondation**

<sup>1</sup> Le conseil de fondation se réunit aussi souvent que l'exigent les affaires de la fondation, mais au moins une fois par an.

<sup>2</sup> Il est convoqué par le président, ou à défaut par le vice-président, qui doit en outre le réunir si 3 membres au moins en font la demande.

#### **Art. 20 Décisions**

<sup>1</sup> Le conseil de fondation ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente.

<sup>2</sup> Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

<sup>3</sup> Les décisions du conseil de fondation peuvent être prises exceptionnellement par voie écrite, chaque membre étant appelé à se prononcer par lettre dûment signée ou par messagerie électronique; elles remplacent alors une décision prise en séance, à moins que la discussion ne soit requise par l'un de ses membres.

<sup>4</sup> Un procès-verbal des délibérations du conseil de fondation est dressé et copie en est adressée à chaque membre.



**Art. 21      Organe de révision**

<sup>1</sup> L'organe de révision est désigné par le conseil de fondation en la personne d'une société fiduciaire ou d'un expert-comptable diplômé pour une période maximale de 8 ans consécutifs.

<sup>2</sup> A la fin de chaque exercice, l'organe de révision remet au conseil de fondation un rapport écrit sur les comptes de la fondation qui est soumis à l'approbation du Conseil municipal au plus tard au 30 juin suivant.

**Titre III                      Dissolution – Liquidation****Art. 22      Dissolution**

<sup>1</sup> La dissolution de la fondation peut intervenir dans les conditions prévues aux articles 88 et 89 du code civil.

<sup>2</sup> La décision de provoquer la dissolution de la fondation ne peut être prise qu'à la majorité des deux tiers des membres du conseil de fondation, lors d'une séance convoquée spécialement pour cet objet et au moins 30 jours à l'avance.

<sup>3</sup> Demeure réservée l'approbation du Conseil municipal prévue à l'article 14 ci-dessus.

**Art. 23      Liquidation**

<sup>1</sup> La liquidation est opérée par un ou plusieurs liquidateurs désignés par l'exécutif communal.

<sup>2</sup> Les fonds disponibles après paiement du passif sont remis à la commune de Bardonnex, à charge pour elle de les affecter à des buts analogues à ceux de la fondation.

## **Titre IV                    Dispositions transitoires et finales**

### **Art. 24        Dispositions transitoires**

La composition du conseil de fondation ainsi que les nominations aux différentes fonctions seront opérées dès l'entrée en force des présents statuts pour la période restante de la législature 2015-2020.

### **Art. 25        Adoption et modification des statuts**

<sup>1</sup> Les présents statuts ont été adoptés par décision du Conseil municipal de Bardonnex, le 8 septembre 2015, et approuvés par le Grand Conseil, le ... (*à compléter*).

<sup>2</sup> Les statuts ne peuvent être valablement modifiés que par une décision du Conseil municipal de Bardonnex.